

# Croissance: Deux leviers bienvenus

• **Forte baisse du baril et bonne récolte céréalière à l'horizon**

• **La reprise de la demande extérieure se confirme**

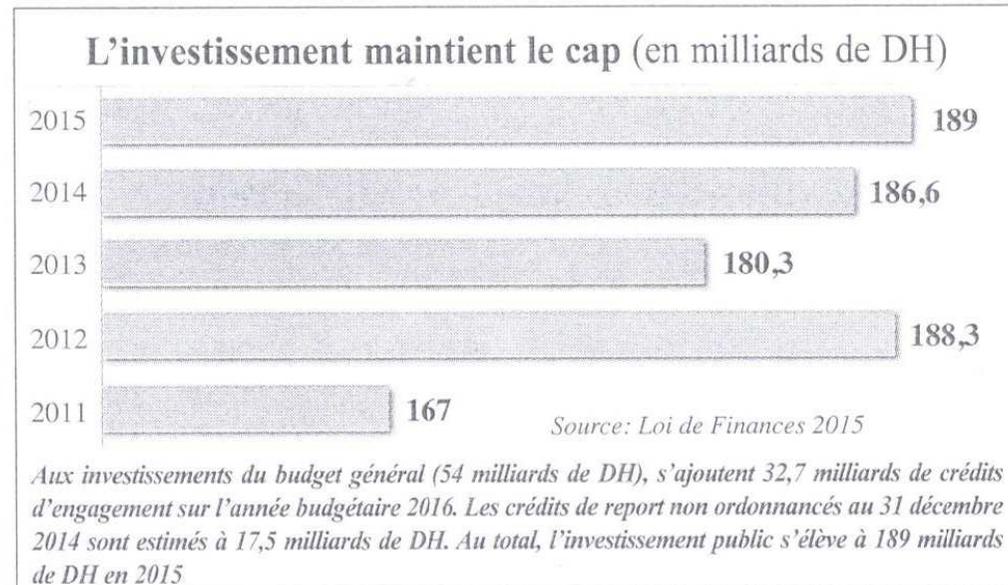
**C'**EST peut-être l'année pour amorcer une croissance forte et durable. Un cours du baril à moins de 50 dollars, une campagne agricole qui est de bon augure et des crédits d'investissements publics de 189 milliards de DH inscrits au budget de l'Etat. Les hypothèses de la loi de Finances 2015 reposent sur un prix moyen du pétrole de 103 dollars et une production céréalière de 70 millions de quintaux et un taux de change du dollar à 8,6 DH. Le tout, pour atteindre une croissance de 4,4% avec un déficit budgétaire de 4,3% par rapport au PIB. La nouvelle donne née de la chute du cours du brut conjuguée à la reprise de la demande extérieure adressée au Maroc, devrait en théorie lubrifier le moteur de la croissance. D'autant plus que l'ambition affichée du gouvernement d'améliorer les équilibres financiers et de poursuivre les réformes prioritaires (retraites, compensation, justice) verse dans ce sens. Et tout l'enjeu

se situe à ce niveau. «A court et moyen termes, l'essor de l'économie nationale continuerait de dépendre de la poursuite de politiques macroéconomiques saines»,

2015 avec le ciblage des populations bénéficiaires des aides au titre de la farine, du gaz butane et du sucre. Des produits qui enregistrent également une baisse tendan-

dots programmés pour 2015 s'élèvent à 189 milliards de DH dont 115 milliards seront injectés par les entreprises publiques. Et pour l'essentiel, dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, l'habitat, l'agriculture, l'électricité, les phosphates, les autoroutes et les divers modes de transport. Des secteurs dont la compétitivité serait améliorée en raison du repli du coût de l'énergie. Ce qui profiterait également à l'offre exportable au contenu industriel à forte valeur ajoutée. Reste à maîtriser l'endettement dont l'encours pèse pour 64% du PIB. Pour le moment, le niveau de la dette publique reste soutenable bien que sa charge coûte 68 milliards de DH. Le danger vient toutefois de son affectation qui ne peut être saine que si elle est mobilisée pour l'investissement. Ce qui n'a pas été le cas sur les deux dernières années. Mais pour cette année, les responsables des Finances promettent d'arrêter l'hémorragie de la dette et d'orienter, le cas échéant, les emprunts vers l'investissement. □

A. G.



tranche Simon Gray, directeur du département Maghreb à la Banque mondiale. (Voir entretien en page 4).

Pour le moment, l'impact de la décompensation du carburant et du fuel est palpable. Sur les onze mois de l'année écoulée, il a permis une économie de 33,6 milliards. Un chiffre promis à la hausse en

cielle des cours à l'international. Les économies dégagées devraient donc soulager le budget général, puisqu'elles seront affectées à l'investissement dans le domaine social: enseignement, santé, logement et ciblage des populations vulnérables. Ceci, dans un contexte marqué par le maintien du cap de l'investissement public. Les cré-